UNDT/2013/176, Nguyen-Kropp and Postica

Décisions du TANU ou du TCNU

L'UNDT a constaté que la décision qu'il y avait «des raisons de croire» que les requérants pouvaient avoir commis une faute était manifestement déraisonnable, est arrivé en violation de la procédure régulière et était donc illégal. L'UNDT a constaté que les droits des demandeurs n'étaient pas respectés lors de l'enquête préliminaire ultérieure. L'UNDT a constaté que la décision de mener une enquête contre les requérants et la manière dont elle avait été effectuée a été entachée par l'irrégularité procédurale et l'injustice manifeste. L'UNDT a constaté que les requérants s'étaient engagés dans une activité protégée, à savoir la signalement d'une plainte de preuves falsifiées par leur superviseur, le directeur par intérim de l'OIOS. L'UNDT a constaté que des mesures défavorables ont été prises contre les demandeurs (y compris l'initiation d'une enquête) et que l'intimé n'a pas exaucé le fardeau de la démonstration par des preuves claires et convaincantes que les actions prises contre les requérants auraient été les mêmes absentes de la protection activité. L'UNDT a ordonné une rémunération au montant de 10 000 USD à chaque demandeur de perte économique sous la forme de frais juridiques (en vertu de l'article 10.5 de la loi) et de 40 000 USD à chaque demandeur de dommages-intérêts non pécuniaires (moraux).

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Deux candidats, enquêteurs du Bureau des services de surveillance interne («OIO»), Secrétariat des Nations Unies, ont fait appel de la décision de les enquêter.

Principe(s) Juridique(s)

Raison de croire que l'inconduite peut avoir eu lieu: le test pour établir s'il existe «des raisons de croire» qu'une inconduite peut s'être produite est de savoir si, dans les circonstances, une telle conclusion serait atteinte par un décideur objectif et raisonnable. Les normes qui s'appliquent lors des enquêtes préliminaires: les normes qui s'appliquent lors des enquêtes préliminaires comprennent la confidentialité, l'objectivité, l'impartialité, l'équité et l'évitement des conflits d'intérêts (CF OIOS Investigations Manual (mars 2009)).

Procédure régulière Au cours de l'enquête préliminaire: Comme le Tribunal des appels des Nations Unies l'a indiqué dans l'appelant 2012-UNAT-209 et Powell 2013-UNAT-295, la portée complète des droits de la procédure régulière envisagée par ST / AI / 371 s'appliquent à la suite des frais disciplinaires formels. Cependant, cela ne signifie pas que, pendant la phase d'enquête préliminaire, les membres du personnel n'ont pas droit à des droits et garanties fondamentaux de procédure régulière. Même le manuel des enquêtes de la Division des enquêtes de l'OIOS (datée de mars 2009) parle des normes suivantes qui s'appliquent lors des enquêtes préliminaires: confidentialité, objectivité, impartialité, équité et évitement des conflits d'intérêts (voir pp. 17-18 du manuel).

Retaliation: Les représailles ont trois éléments essentiels: la participation à une activité protégée, étant soumise à un préjudice et un lien causal entre l'activité protégée et le détriment souffert. L'interdiction des motifs inappropriés, en particulier les représailles, n'est pas seulement une question de droit. Il s'agit de s'assurer que les employés se sentent habilités à exprimer leurs préoccupations. Une organisation ne peut pas fonctionner efficacement lorsque ses employés ont peur de soulever une préoccupation ou de signaler un problème. L'objectif du système de justice interne est de s'assurer que les Nations Unies continuent de faire tout l'effort pour garantir que le motif inapproprié ne entoure pas ses décisions opérationnelles et que ses membres du personnel sont traités de manière équitable, de manière transparente et d'une manière qui favorise la justice, l'efficacité et les droits de l'homme.

Test de représailles: Le test objectif d'identification des décisions entachés par des représailles peut être énoncé en termes simples. Si un membre du personnel se livre à une activité protégée, par exemple le dépôt d'une plainte au chef d'un département ou d'un bureau, et est ainsi soumis à une action préjudiciable telle qu'un changement dans les bureaux, une rétrogradation sans précédent et injustifiée d'une évaluation du rendement RAPPORT, ou une contrepôt et une enquête, alors un lien causal peut exister. Dans des circonstances appropriées, une conclusion de représailles peut être suffisamment durable en fait et en droit.

Charge de preuve en cas de représailles présumées: ST / SGB / 2005/21 met spécifiquement le fardeau de la preuve dans une réclamation de représailles sur l'administration. La

section 2.2 stipule que «le fardeau de la preuve repose avec l'administration, qui doit prouver par des preuves claires et convaincantes qu'il aurait pris la même action en l'absence de l'activité protégée». Cependant, un tel fardeau n'est déplacé sur l'administration qu'une fois que le plaignant individuel a fait un cas de représailles prima facie.

Résultat

Jugement rendu en faveur du requérant en intégralité ou en partie

Texte Supplémentaire du Résultat

Seule une compensation financière

Applicants/Appellants

Nguyen-Kropp and Postica

Entité

BSCI

Numéros d'Affaires

UNDT/NY/2010/107

UNDT/NY/2011/004

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

New york

Date of Judgement

20 déc 2013

Duty Judge

Juge Meeran

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Charge de la preuve

Bureau de la Déontologie

Représailles

Enquêtes

Droit Applicable

Instructions Administratives

- ST/IA/371

Bulletins du Secrétaire général

- ST/CSG/2005/21

TCNU Statut

- Article 10

Jugements Connexes

UNDT/2010/011

UNDT/2013/028

UNDT/2013/029

2010-UNAT-059

2010-UNAT-094

2010-UNAT-095
2011-UNAT-107
2011-UNAT-143
2012-UNAT-209
2012-UNAT-215
2012-UNAT-238
2012-UNAT-272
2013-UNAT-295
2013-UNAT-346
2013-UNAT-347